

Il pourrait être difficile d'appliquer ce programme en ce qui concerne les sociétés actuelles, parce que les actionnaires auraient l'impression de payer cette participation trop cher. L'objection ne vaut pas cependant au sujet des nouvelles sociétés. A mon sens, ces initiatives et cette nouvelle répartition pourraient être mieux reconnues et élargies dans une entente avec les États-Unis, en vue d'une réciprocité commerciale définitive, en tenant toujours compte de l'importance à donner à la régénération économique dans certaines régions du pays. A cet égard, les provinces Maritimes, une grande partie du Québec et une partie des Prairies auraient droit à un traitement prioritaire.

Des sénateurs s'étonneront peut-être que je propose une action aussi vigoureuse pour régler la crise actuelle. Ai-je perdu confiance dans mon pays ou dans ma propre province?

Dans la Gazette de Montréal d'aujourd'hui, un communiqué de la Presse canadienne en provenance de Chicago traite d'une visite du général Jean-Victor Allard nommé récemment agent-général du Québec aux États-Unis. D'après le communiqué, le général a exhorté les sociétés canadiennes à envoyer leur personnel aux États-Unis pour des stages de formation technique et administrative.

Le général a dit qu'il aimerait que des Canadiens de la vallée du Saint-Laurent surtout aillent travailler aux États-Unis afin de rapporter ici de nouvelles connaissances technologiques et administratives. Le général a déclaré en outre que les Canadiens doivent faire de plus grands efforts pour investir dans leur propre pays tout en s'assurant qu'ils ne détournent pas l'afflux de capitaux en provenance des États-Unis.

A cet égard, honorables sénateurs, et en ce qui concerne ma proposition, n'oubliez pas que 70 p. 100 de nos exportations sont destinées actuellement aux États-Unis et que 75 p. 100 de nos importations en proviennent.

Le général Allard est le porte-parole du parti de l'Union nationale actuel à Québec, ce qu'on ne peut, à coup sûr, considérer comme une preuve d'indifférence à l'égard du sort des Canadiens français dans cette province.

Les clivages marqués qui apparaissent dans ma province exigent des remèdes draconiens de caractère non politique et devraient donc recevoir l'appui de la masse des Canadiens. Les chiffres récemment portés à la connaissance du public et dont le premier ministre a fait mention il n'y a que peu de temps, indi-

[L'honorable M. Philipps.]

quent un déclin économique rapide pour ma province. En traitant la question des disparités économiques, sous réserve d'approbation de la part de la province, les régions désignées nécessitant un soutien par voie de subventions, comme le stipule la loi votée à la dernière session, pourraient fort bien être étendues pratiquement à toute la province pour une courte période. La question est grave et touche la vie nationale de notre pays et on ne devrait pas la considérer comme un problème local ou paroissial.

Lorsque j'étais jeune, je vivais avec la conviction que le XX^e siècle appartenait au Canada. Hélas! ces prévisions ne se sont pas réalisées. N'est-il pas très inquiétant que des pays comme le Japon et l'Allemagne, les vaincus de la dernière guerre, nous aient dépassés, au dedans et au dehors, par leurs taux de croissance et par leurs monnaies, plus fortes que la nôtre. La situation résulte d'un accent exagéré mis sur la différence entre les groupes ethniques, religieux et culturels de notre pays, et sur la répartition de la pauvreté et de la richesse, alors qu'on aurait pu insister davantage sur l'urgence d'accroître la productivité et sur la nécessité des contraintes personnelles qui nous mettraient en meilleure posture devant la concurrence.

Dans un numéro récent, le *Financial Post* nous rappelle que l'an dernier les exportations des pays de l'Europe de l'Ouest ont augmenté de 27 p. 100, celles des États-Unis, de 17 p. 100, celles du Japon, de 22 p. 100 et celles de la Grande-Bretagne—après toutes ses épreuves—de 18 p. 100. Honorables sénateurs, celles du Canada n'ont augmenté que de 9 p. 100. Nous devrions être assez adultes et assez éclairés pour admettre que, avec les ressources naturelles dont Dieu a doté notre pays, nous n'avons pas été jusqu'ici à la hauteur de la situation, car nous avons dissipé notre énergie dans les prises de bec et les récriminations. Espérons que ce triste et même lugubre chapitre de l'histoire d'après-guerre du Canada soit terminé, et qu'on puisse maintenant tourner la page sur des lignes plus gaies.

Nous devons prendre place à l'avant-garde des réalisations scientifiques et technologiques. A cet égard, on songera aux initiatives extraordinaires prises jusqu'ici par le sénateur Lamontagne et son comité. Son premier rapport nous donne une idée de ce que nous pouvons espérer, et à n'en pas douter l'initiative dont a fait preuve notre Chambre en créant ce comité aura un effet profond et